

la nouvelle **ACTION FRANÇAISE**

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - NOUVELLE SERIE - N° 25 - 1 FRANC - 20-10-1971

TYRANNIE DES BUREAUX : Les aveux de M. POMPIDOU

On ne dira plus désormais que la technocratie est un mythe. C'est M. Pompidou lui-même qui a reconnu la réalité de ce phénomène, lors d'un déjeuner chez le Président de l'Assemblée nationale. Le pouvoir, a-t-il déclaré, est actuellement entre les mains d'un certain nombre de fonctionnaires dont l'influence est telle que les ministres eux-mêmes « risquent » d'en devenir prisonniers et qui, surtout, ne se soucient guère des réalités humaines : « Il est bien évident, remarquait le Président de la République, qu'on ne peut, à partir d'un bureau parisien et par la seule logique du raisonnement, mesurer la portée pratique de dispositions abstraites ni leurs conséquences sur la vie des citoyens. »

Admirons comme il convient cette juste critique, qui a d'autant plus de poids qu'elle émane d'un homme placé au centre du système. Mais, s'attachant à mesurer les effets, M. Pompidou a « oublié » de remonter aux causes profondes du mal. Ce qui est de mauvaise méthode car leur méconnaissance interdit toute solution réaliste. Eût-il d'ailleurs tenté de pousser sa réflexion que son républicanisme aurait été mis à rude épreuve. La bureau-technocratie apparaît en effet comme l'un des aspects de la pensée démocratique du XIX^e siècle et comme la conséquence directe de l'incapacité de la République parlementaire à gouverner le pays. C'est l'instabilité ministérielle, c'est l'incompétence du personnel politique de la IV^e République qui a permis aux bureau-technocrates de s'emparer du pouvoir.

C'est pourquoi M. Pompidou se trompe lourdement lorsqu'il voit dans le Parlement un contrepoids efficace à la tyrannie des bureaux. Certes, le parlementaire est mieux informé que le fonctionnaire « des besoins, des aspirations, des difficultés des hommes ». Aussi le Pré-

sident de la République lui assigne-t-il la mission de rappeler au pouvoir exécutif qu'il doit tenir compte des réalités vivantes.

Mais si cette mission se traduit par des discours et des questions écrites, on peut être sûr qu'elle débouchera sur le néant. C'est la situation actuelle : pendant que la capitale était paralysée par la grève du métro, personne parmi les syndicalistes ou les usagers n'a songé à faire intervenir le moindre député, et le mouvement revendicatif a été étouffé dans un chassé-croisé caractéristique de l'Etat bureau-technocratique. Face aux conducteurs, le gouvernement et la direction de la R.A.T.P. (qui en émane) se sont renvoyés la balle et les responsabilités.

Si par contre ce « rappel » a la possibilité de devenir pressant et efficace, s'il devient contrainte, les tares du parlementarisme ne manqueront pas de réapparaître et l'on verra de nouveau un Parlement omnipotent — mais soumis aux groupes de pression, décidant de tout — mais incapable de trancher en fonction de l'intérêt national, se livrer aux jeux qui ont conduit le régime précédent à sa perte.

L'équilibre des pouvoirs qui est à la base des constitutions républicaines n'est qu'un mythe : tantôt le législatif l'emporte, et c'est l'anarchie[®]; tantôt c'est l'exécutif qui établit sa dictature. On ne résoudra pas ce dilemme tant que la fonction gouvernementale n'aura pas été séparée de la fonction représentative. On n'échappera pas à la tyrannie des bureaux tant que la décentralisation ne sera pas réalisée. On ne brisera pas la technocratie tant que la République n'aura pas été renversée.

N.A.F.

LES DIFFICULTÉS DE LA RÉGION PARISIENNE

La grève du métro et les conséquences multiples qu'elle entraîne mettent en lumière une nouvelle fois les déficiences structurelles dont souffre en permanence la région parisienne. Qu'il s'agisse des transports et de la circulation, de l'emploi et des activités économiques, de l'urbanisme et de l'habitat, de l'enseignement et des loisirs, n'importe lequel de ces problèmes prend dans la région parisienne une ampleur particulière, démesurée, affolante. Paris et sa banlieue vivent en régime d'équilibre instable que la moindre difficulté, survenant dans un secteur ou un autre, peut rompre à tout moment.

LES FRUITS AMERS DE CENT CINQUANTE ANS D'ABERRATION

La paralysie de Paris par manque de métro scandalise. Certes, mais on devrait s'étonner plutôt que l'asphyxie n'ait pas eu lieu plus tôt et ne soit pas généralisée. Car enfin, peut-on raisonnablement penser que 10 millions, voire 15 ou 17 millions de personnes comme le voudraient certains pour l'an 2000, peuvent vivre, travailler, circuler et se détendre à des conditions normales dans un espace aussi restreint et insuffisamment équipé ? Le monstre parisien a finalement la vie dure bien qu'ayant failli plus d'une fois succomber.

A force de prétendre sa mort prochaine on finit par ne plus y croire et pourtant un jour arrivera où le désastre ne pourra plus être évité. D'abord parce que les améliorations apportées à la situation existante sont trop peu nombreuses et insuffisamment adaptées. Or, elles coûtent déjà très cher et personne ne se risquerait à chiffrer le coût réel des transformations nécessaires tant il imposerait de sacrifices à la collectivité nationale. On connaît le déficit annuel de la R.A.T.P. et du réseau S.N.C.F.-banlieue, mais le prix du périphérique ou du R.E.R. reste vague ; après coup, il apparaît que les dépenses initiales ont été largement sous-estimées. Si elles avaient été appréciées à leur juste valeur au moment de la mise en chantier, la réalisation de ces grands travaux n'aurait sans doute jamais eu lieu.

Dans un livre célèbre paru au lendemain de la dernière guerre, M. Jean-François Gravier posait clairement le problème : Paris et le désert français. Vouloir résorber les difficultés de la région parisienne sans susciter une vie régionale intense capable d'arracher à l'attraction de Paris et d'enrayer l'engorgement de la capitale est inconcevable. Tant que le dé-

veloppement de la région parisienne continuera au rythme actuel, il est vain d'espérer une quelconque solution, les améliorations restant toujours inférieures à l'accroissement des besoins. En revanche, on peut envisager une certaine décongestion de la région parisienne si de nombreuses activités sont transférées en province. Dans bien des cas d'ailleurs, la rentabilité économique de ces activités serait accrue.

Le problème parisien est avant tout un problème d'équilibre national faussé par une mauvaise répartition entre Paris et la province. Celle-ci devrait accueillir la totalité des entreprises industrielles ou des services dont la présence à Paris n'est pas indispensable. Le prestige y perdrait mais Paris vivrait mieux, les régions se développeraient et la France utiliserait avec un meilleur profit ses richesses nationales.

QUELLES SOLUTIONS ?

La centralisation républicaine a empêché jusqu'à présent l'application d'une politique décentralisatrice pourtant indispensable.

A vrai dire, on voit mal comment le régime pourrait renverser la vapeur. On nous objectera que le gouvernement vient de mettre au point le 7 octobre dernier des mesures tendant à limiter les constructions des bureaux dans la région parisienne. Nous ne croyons pas à l'efficacité de ces mesures déjà essayées sous la IV^e République (décrets Mendès-France de 1955) avec un insuccès total. Et ceci pour deux raisons :

— Renverser la tendance à la polarisation de la population sur quelques zones hyper-développées suppose que l'Etat oblige les forces économiques à rompre avec

certaines habitudes de facilité : la richesse attire la richesse, et s'installer dans une région en perte de vitesse nécessite une dose d'audace que nos industriels n'ont que rarement dans l'ensemble. Ils seront donc enclins à faire pression sur l'administration pour obtenir des passe-droits aux pénalisations instituées sur les constructions de bureaux dans la région parisienne. Et chacun sait que notre régime, qui met un soin jaloux à séparer le pouvoir politique de l'argent, qui est totalement indépendant des puissances financières auxquelles il ne recourt jamais pour assurer ses fins de mois électorales, sera un roc face à ces pressions... même venues de sociétés immobilières. M. le député Rives-Henrys en est d'ailleurs la vivante illustration.

— Par ailleurs, il est contradictoire de vouloir envoyer en province usines et bureaux et de garder à Paris toutes les commandes administratives comme le fait l'Etat républicain afin de faire pression sur la masse des électeurs. Le pouvoir régional et la planification décentralisée sont les conditions préalables de toute déconcentration économique. Ils nécessitent l'instauration d'un Etat indépendant de l'élection, c'est-à-dire fondé sur l'hérédité. Après, et après seulement, les multiples études faites depuis une vingtaine d'années par les disciples de M. Gravier comme par les économistes partisans de la décentralisation par objectifs et du « management » pourront dépasser le stade des cartons où elles sont actuellement enfouies. Passéisme monarchiste contre modernité démocrate ? C'est la thèse qui figure au dictionnaire des idées reçues de *l'Aurore* à *Charlie-Hebdo*. Elle prend une saveur toute particulière et une odeur de poisson d'avril dans le contexte actuel des problèmes de l'aménagement du territoire.

Jacques DELCOUR.

ABONNEZ-VOUS A LA N.A.F. (Hebdomadaire royaliste)

Je, soussigné (nom) _____
demeurant (rue) _____ n° _____
à (ville) _____ (département) _____
souscris un abonnement d'un an à la « N.A.F. » et verse la somme de
(Tarif normal : 35 F. — Etranger : 45 F. — Etranger avion : 75 F)
● chèque postal joint (C.C.P. N.A.F. Paris 642-31)
● chèque bancaire joint
● mandat-lettre joint
Date et signature :

LES BRAS CROISÉS

Bernés par le gouvernement, les conducteurs du métro sont maintenant trahis par leurs syndicats. Mais le combat contre l'Etat technocratique et les bureaucraties syndicales — dont les Parisiens ont malheureusement fait les frais — n'en est qu'à son début...

Décidément, la longue grève des conducteurs du métro a dérangé tout le monde. Non seulement les Parisiens, qui n'en pouvaient plus, non seulement les commerçants, qui ont vu leur chiffre d'affaires baisser, mais aussi le gouvernement, les syndicats et la gauche bien-pensante. Et toute la classe politique, de Chaban à la C.G.T., des « bons » syndicalistes de F.O. aux dignes chroniqueurs du Monde, est à la fois scandalisée et inquiète. Pensez ! voilà des gens bien payés qui décident, pour une sombre histoire de grille de salaires, de se croiser les bras, faisant ainsi sombrer la capitale dans une immense pagaïe. Deux mille trois cents travailleurs perturbent la vie de millions de personnes, quel scandale pour l'esprit ! C'est « injustifiable », a dit Chaban, et, en bonne logique démocratique, il a raison. Mais il a aussi qualifié cette grève de « dangereuse » et M. Séguy comme M. Drouin du Monde sont entièrement de son avis. C'est qu'en effet il n'y a pratiquement rien à faire sur le plan pratique pour pallier efficacement l'arrêt du métro. Situation préoccupante pour le Premier ministre, dont l'inquiétude a été encore accrue par la volonté des conducteurs de passer outre aux adjurations de la C.G.T. et du syndicat autonome. Avec la C.G.T., organisation démocratique, donc attentive aux réactions de l'opinion, et qui de plus ne souhaite pas le désordre, il est toujours possible de discuter ou de manœuvrer. Mais que faire quand des travailleurs se mettent à huer les responsables syndicaux ? On comprend

que cette réaction puisse également choquer et inquiéter la C.G.T. qui n'aime pas les mouvements catégoriels. La C.G.T. se présente en effet comme le syndicat des « travailleurs », mais de travailleurs abstraits, issus des schémas marxistes. Et voilà que quelques travailleurs en chair et en os se mettent en grève pour défendre leur dignité, pour montrer que ce sont eux, malgré ce qu'exprime la nouvelle grille des salaires, qui font effectivement fonctionner le métro. Réaction d'une aristocratie du travail qui entend que sa compétence soit reconnue de façon tangible, qui veut que les lourdes responsabilités qui pèsent sur elle se traduisent par quelques avantages. On comprend dès lors que la C.G.T. ait tout fait pour briser la grève. L'aristocratie du travail, c'est une réalité qui dérange les schémas égalitaires et qu'il importe donc d'étouffer à tout prix. D'autre part, si le mouvement des conducteurs du métro était imité par d'autres catégories de travailleurs, il risquerait de mettre en cause la stratégie adoptée par les bureaucraties syndicales. Il n'y a donc pas à s'étonner que le « dangereux révolutionnaire » Séguy fasse le jeu du gouvernement et que, parallèlement, Chaban ait attendu que la C.G.T. prenne une position anti-grève pour s'adresser à la population sur le ton mâle et résolu d'un général sur le front des troupes, à la veille de l'assaut. « Chaban-Séguy, même combat », en quelque sorte.

Il faudrait aussi reprendre le célèbre slogan « Ce n'est qu'un début... » car la situation que nous venons de connaître à la R.A.T.P. risque de se reproduire, sous un aspect identique, dans d'autres entreprises. La grève du métro vient de démontrer la puissance des travailleurs qui possèdent un savoir, une compétence, et qui de ce fait sont irremplaçables, qu'ils prennent définitivement conscience de leur force, et nous

verrons naître un syndicalisme de type nouveau, qui n'aura que faire des bureaucraties syndicales et des idéologies éculées. « Syndicalisme en miettes », dit avec malveillance la C.G.T. Il s'agit plutôt d'un syndicalisme de minorités et non de masse, de métier et non de classe, qui exprimera beaucoup plus profondément les aspirations des travailleurs que les bureaucraties syndicales prisonnières de leurs schémas. Syndicalisme aristocratique et donc antidémocratique car, comme l'expliquait Maurras il y a cinquante ans : « les travailleurs du rail, ceux de la mine ceux de l'électricité, ceux des postes et télégraphes sont quelques centaines de mille, et leur clientèle se compte à millions. Si le nombre domine tout, cette clientèle les noie. Et cependant, d'un autre point de vue que le nombre, de celui de la qualité, ils sont maîtres de la vie et, par conséquent, de la mort de ces vastes majorités qui les enveloppent. Plus la vie moderne s'éloignera de la simplicité rustique, plus les ouvriers qualifiés constateront l'accroissement de leur importance et désespéreront de composer jamais la majorité. Ils verront l'écart établi par la nature des choses entre leur valeur de position et leur puissance numérique qui, même accrue, devra rester relativement faible ». (1)

Comme le « syndicalisme révolutionnaire » d'avant 1914, le syndicalisme de demain sera proche de certaines idées politiques et sociales de l'Action française. Encore faudra-t-il qu'il ne sombre pas dans les mythes anarchistes et internationalistes d'autrefois. A nous d'y veiller afin que puisse se réaliser la synthèse du nationalisme et du syndicalisme que l'Action française avait tenté avant la première guerre mondiale.

B. LA RICHARDAIS.

(1) L'Action française. 1^{er} mars 1920.

NAF-TELEX

● **ABBE BARREAU** : M^{me} Barsalov, épouse du rédacteur en chef de la *Dépêche du Midi*, nous écrit : « Contrairement à ce que relate un entrefilet paru dans la rubrique Naf-Télex de votre journal « La Nouvelle Action Française », n° 24, je tiens à vous signaler que l'abbé Jean-Claude Barreau n'est pas le fils de Mme Evelyn Baylet, directrice de la *Dépêche du Midi* (que d'ailleurs il ne connaît pas), mais le mien, né de mon premier mariage avec Jean Barreau (décédé en 1958). »

● **SYNODE** : L'interview de l'abbé exhibitionniste à « l'Express » ne semble pas avoir servi la cause du mariage des prêtres, qui se heurte au barrage des traditionalistes conduits par des évêques du Tiers-Monde. On peut se poser la question de savoir si « le reflux a commencé » comme l'a affirmé l'abbé de Nantes, le

14 octobre, à la Mutualité et si l'orientation « réformatrice » et subversive prise par l'Eglise depuis Vatican II ne va pas être remise en question.

● **ENVIRONNEMENT** : Le décollage d'un Boeing 747 absorbe la production d'oxygène de toute la forêt de Fontainebleau en une journée alors qu'il y a trois fois moins de verdure à Paris qu'à Amsterdam ou Vienne et quinze fois moins qu'à Los Angeles d'après M. Michel Alloncle, député U.D.R. La mirifique politique de démenagement du territoire poursuivie par le régime finira-t-elle par transformer la mégapole parisienne en nécropole ?

● **MEDECINE** : Sous prétexte d'une révision des conditions de conventionnement des médecins et de l'instauration du service national de santé, le Pouvoir va-t-il tenter d'étatiser la médecine... quelques

mois après la désastreuse loi sur l'aide judiciaire ? Nous aurons à revenir sur la manière dont le gouvernement s'acharne à liquider les unes après les autres les professions indépendantes et organisées.

● **PERSEPOLIS** : 2500^e anniversaire de la Fondation de l'Empire perse célébré dans un décor des mille et une nuits au milieu d'un parterre de rois. Derrière ce décor existe la volonté du shah Reza Pahlavi tendue vers la modernisation de son pays. Intelligent, ouvert au progrès, le shah est un des rares potentats du monde musulman qui peut se vanter d'avoir mis son pays dans la voie du développement malgré une vie politique souvent agitée depuis 1945. Est-ce pour cela que M. Pompidou a envoyé sa doublure pour le représenter alors que la France a une influence économique qui ne cesse de croître dans le pays ?

RADICALISME :

Un führer pour la technocratie

Mettant fin à plusieurs mois de luttes et d'incertitudes à l'intérieur du parti, le congrès radical de Suresnes a élu Jean-Jacques Servan-Schreiber président par 431 voix, contre 267 au président sortant Maurice Faure. La victoire de Kennedillon français présente des aspects anecdotiques et son conflit avec le député du Lot est en bonne partie un conflit de tempéraments. Mais elle est liée à toute une manœuvre d'ouverture au centre et vers la majorité « libérale » qui n'est pas le monopole de J.-J. S.-S. Elle montre enfin la façon invraisemblable dont les gestionnaires de la nouvelle classe politique trahissent les intérêts du pays réel.

LE OUISTITI CONTRE LE LAPEREAU

J.-J. S.-S. a été, voici deux ans, appelé au secrétariat général du parti par Maurice Faure qui cherchait à insuffler un sang nouveau à un mouvement moribond. Le regain d'intérêt suscité par la publication du Manifeste radical et l'élection victorieuse de Nancy semblèrent combler ces espérances. Mais très rapidement un conflit, d'abord larvé, puis aigu, éclata entre les deux hommes.

Maurice Faure est un radical de la vieille tradition, c'est-à-dire un homme soucieux de sauvegarder le plus de mandats électoraux pour une formation de notables, même au prix de n'importe quelle palinodie. C'est ce qui explique le virage sur l'aile effectué par Maurice Faure entre les deux tours des élections législatives de 1967 : candidat du centre au premier tour, il s'est retrouvé F.G.D.S. au second pour garder son siège. Depuis il demeure partisan, pour des raisons alimentaires, de l'alliance avec la gauche. Courageux mais pas téméraire ! Son style est fait d'une onction de prêtre défrôqué mélangée à une rondeur toute méridionale.

Le simiesque superman de "l'Express" est tout autre. C'est un idéologue à l'état pur, doublé d'un mégalomane frénétique. Brillant, ayant le sens de la formule et plus encore celui de l'esbrouffe, il est partisan de la méthode « coup de poing » et de la recherche du sensationnel. Il s'agit pour lui de violer l'opinion et le personnel politique plutôt que de les persuader, le tout pour réaliser deux buts : l'Europe unie à laquelle cet apatride s'est voué par haine de la France, et son arrivée au pouvoir suprême, français à la rigueur, européen de préférence.

En deux ans de secrétariat général J.-J. S.-S. a vraiment su faire parler de lui. Certaines de ses opérations ont été techniquement des réussites, comme l'élection de Nancy, mais d'autres, trop improvisées et trop risquées comme l'équipée bordelaise, ont tourné au désastre. Le « député de Lorraine », qui a de plus en plus tendance à se prendre pour Jeanne d'Arc alors qu'il n'est qu'un curieux mélange de Trotsky et d'Hitler réincarnés en la personne de Jerry Lewis, n'a rigoureusement aucun sens de la mesure. Son caractère cassant l'a amené à se brouiller avec une bonne partie du personnel politique français.

A la longue, J.-J. S.-S. a lassé Maurice Faure qui, craignant de le voir faire voler le parti en éclats, souhaitait s'en débarrasser depuis plusieurs mois, mais il a été pris de vitesse par le Kennedillon, maître de l'appareil du parti.

VERS UN PARTI DES IDÉOLOGUES ?

Victorieux à Suresnes — mais mis pratiquement en quarantaine par la totalité des élus du parti — J.-J. S.-S. joue la carte de l'ouverture au centre « de progrès ». Il fait appel au parti socialiste en espérant attirer à lui son aile droite, lorgne vers le centre-démocrate « si proche, si identique », et même vers les amis d'Edgar Faure. Il essaie de constituer, à la limite de la majorité et de l'opposition, un mouvement réformateur qui jouerait le rôle d'aile marchante du régime.

Dans l'immédiat, cette tentative risque surtout de coûter cher au parti radical : celui-ci, aux élections de 1973, pourrait bien se retrouver pris entre les feux de la majorité et ceux de l'opposition, et perdre les quelques sièges de députés qui lui restent. A terme, l'opération J.-J. S.-S., après liquidation du parti, pourrait bien déboucher sur la constitution d'une nébuleuse technocratique de style « nouvelle société » intégrée à la majorité présidentielle et pesant sur elle. Qu'importe alors si J.-J. S.-S. est à ce stade éliminé par des compères plus astucieux comme Edgar Faure. Il aura permis la formation d'un bloc d'idéologues européistes et partisans d'une organisation bureaucratique de la société qui constituerait le danger politique n° 1. Nous ne l'oublions pas : au congrès de Suresnes, l'A.F. s'est rappelée au bon souvenir de J.-J. S.-S. en manifestant contre lui. Demain nous pourrions bien à nouveau lui bricoler l'arrière-train, comme à Angers voici un an.

Il ne serait cependant pas suffisant d'user d'arguments frappants contre le oustitié radical. Avant tout nous devons nous attacher à faire ressortir combien ce soi-disant partisan du concret est en réalité un homme doté d'un mépris de fer à l'égard de nos concitoyens : le « sauveteur » de la Lorraine a saisi la crise de confiance de cette province — longtemps gaulliste — en son avenir économique, pour se faire élire député. Mais qu'a-t-il fait en quinze mois pour résoudre le problème des liaisons routières Paris-Nancy, pour implanter des industries nouvelles en Lorraine et armer celle-ci contre l'attraction sarroise ? Rien. Ses mirifiques promesses ont été oubliées sitôt l'élection obtenue, et notre bateleur s'est soucié avant tout de mettre la main sur le plus ancien des partis politiques français, sur le symbole d'un siècle de centralisation de politique du chien crevé au fil de l'eau et de combines, sur le parti d'Emile Combes, de Daladier et de Mendès-France, sur le parti de la guerre religieuse, de la défaite de 1940 et de l'abandon de l'Indochine.

Cela donne une idée de la manière dont J.-J. S.-S. veut faire usage du « pouvoir régional » : ce bateleur à l'âme de dictateur souhaite surtout utiliser la révolte contre le despotisme centralisateur pour faire éclater l'unité nationale. Ce n'est pas avec de tels réformateurs que sera résolue la crise de la société française.

Arnaud FABRE.

la nouvelle

ACTION FRANÇAISE

Restauration nationale

édité par S.N.P.S.
17, rue des Petits-Champs,
Paris-1^{er} - Tél. : 742-21-93

Abonnement : 35 francs.
C.C.P. NAF, Paris 642-31

Directeur de la publication :
YVAN AUMONT

Imprimerie Abexpress
72, rue du Château-d'Eau, Paris-10^e

QU'EST-CE-QUE LE GAUCHISME ?

GAUCHISME CONTRE MARXISME

Plus on y réfléchit, plus on est frappé par la vérité de ce mot d'Edgar Morin : « *Le marxisme : moins il explique, plus il convainc* » (1). La prétention scientifique, le dogmatisme absolu du système font toujours impression. Mais si l'on recherche la cause de son prestige, on s'aperçoit qu'elle tient essentiellement à la rigueur schématique de ses principes. « *L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de la lutte des classes.* » Un tel principe n'explique qu'une part seulement des événements historiques ; néanmoins, pour des millions de cerveaux, il constitue le principe universel, la clef absolue qui donne la compréhension totale de l'histoire.

C'est le privilège des explications simples, voire simplistes que de posséder ce pouvoir de persuasion. Lorsque s'ajoute une prétention scientifique, l'explication acquiert une valeur dogmatique inébranlable. Or c'est sur des dogmes que l'on fonde les églises. Les dogmes marxistes ont permis à Lénine et à Staline de construire la leur. Dès lors une hiérarchie (celle du parti) était constituée pour assurer l'intégrité des dogmes, investie d'un charisme d'infailibilité nécessaire au magistère ecclésiastique.

Le caractère majeur de ce dogme et de ce magistère était d'être proprement étouffant. Edgar Morin a pu parler de la « glaciation » du marxisme en France dans les années trente, quarante et cinquante, du fait de la totale sujétion des intellectuels au parti.

« *La logique mystico-religieuse, écrit-il dans son "autocritique" (2), qui trouvait du reste un de ses bouillons de culture dans l'ignorance politique, devenait à son tour une pompe à refouler la connaissance. Depuis longtemps déjà on avait cessé d'analyser les problèmes économiques, sociaux, politiques, et une telle analyse pouvait être de moins en moins osée, car elle aurait d'elle-même projeté l'imprudent "hors des positions du parti".* »

Face à ce dogme et cette église, ne pouvaient manquer de se dresser tôt ou tard des rebellions, des schismes, des hérésies. En France, il faudra attendre longtemps pour que se manifeste une critique marxiste révolutionnaire d'un niveau élevé. On peut même dire que celle-ci n'apparaît vraiment que dans les années soixante, tout au moins au grand jour, avec le « gauchisme ». Jusque-là l'emprise du P.C. avait été trop forte. Il faudra le grand souffle libertaire du gauchisme pour venir à bout de la terreur inquisitoriale.

Il importe de faire des distinctions pour bien cerner la réalité de ce gauchisme. C'est le mérite de Richard Gombin dans son ouvrage récent *Les origines du gauchisme* (3) de faire ces distinctions. « L'extrémisme » n'est pas le gauchisme. Par « extrémisme » Gombin entend l'attitude

de ces marxistes qui accusent le parti communiste d'être infidèle à ses sources léninistes ou révolutionnaires. Sont extrémistes des formations comme la « ligue communiste » ou les autres groupes trotskistes, les différentes oppositions « communistes » intérieures (*Unir-Débats, le Communiste*), voire même les groupes marxistes, dans la mesure où ils se présentent comme les défenseurs fidèles de l'orthodoxie. Le gauchisme par contre se définit par une opposition totale à ce marxisme-léninisme, face auquel il prétend présenter une alternative.

Opposition totale évidemment au stalinisme, mais aussi à la théorie léniniste du parti et au pouvoir despotique d'une bureaucratie justifiée par le « centralisme démocratique », critique philosophique d'un matérialisme sommaire rendu plus sommaire encore par le catéchisme léniniste et stalinien, enfin ouverture à une recherche humaniste pour rendre à l'homme sa liberté non plus dans l'abstrait, mais dans la réalité du quotidien, tels que schématiquement les trois grands axes du gauchisme. On voit donc comment il s'oppose radicalement à la Vulgate et à l'église marxiste, puisqu'il est né et s'est développé par opposition à elles. Pour rester dans le contexte religieux et continuer à manier les analogies, on pourrait risquer ces formules : le gauchisme n'est pas un schisme ordinaire ou une hérésie banale, c'est un schisme aussi radical que celui du christianisme par rapport au judaïsme. Pour les gauchistes, le marxisme a constitué une étape maintenant tout à fait dépassée. Ses prêtres, ses inquisiteurs et leurs textes sacrés sont donc voués à la disparition totale. Ils n'ont plus de justification historique puisqu'ils n'apportent aucune justification théorique aux luttes présentes.

Dans son livre, Richard Gombin s'attache à retrouver les origines intellectuelles des principaux thèmes gauchistes. En effet, le phénomène n'est pas entièrement spontané. Il est possible de lui désigner un certain nombre de précurseurs dont il a su synthétiser les apports.

DE LA CRITIQUE DU STALINISME A CELLE DU LÉNINISME

Les *Temps modernes*, la revue de Jean-Paul Sartre, entreprirent une critique du stalinisme dès 1945. Mais on sait que cette critique aboutit finalement à dissocier Sartre qui devint pour un temps compagnon de route du P.C., de Raymond Aron, Camus et Merleau-Ponty qui évoluèrent vers le libéralisme. A gauche, la critique la plus profonde du système soviétique fut le fait d'une petite revue, *Socialisme et Barbarie*, dont les rédacteurs d'origine trotskyste avaient rapidement dépassé les analyses de la Quatrième internationale considérées comme tributaires d'un « conservatisme idéologique ».

Un des intérêts de la critique de *Socialisme et Barbarie*, et non des moindres, est qu'elle rejoignait par bien des côtés, la nôtre. Certains de nos lecteurs se souviennent peut-être du débat ouvert par Pierre Debray avec cette revue. Notre ami ne pouvait que reconnaître comme voisine des siennes, une partie des analyses d'un Chaulieu ou d'un Lefort. « *Un examen détaillé de l'économie soviétique, écrit Gombin, des rapports sociaux et économiques qui caractérisent la société soviétique, montre qu'elle traverse la dernière phase de développement du capitalisme : celle où l'évolution de la technique est à son maximum, où la concentration du capital et du pouvoir est la plus poussée. P. Chaulieu en déduit que la bureaucratie est précisément la classe qui correspond à ce stade du développement du capitalisme et qu'elle a sa racine dans la concentration totale du pouvoir économique et politique entre les mains du parti. Or la concentration du pouvoir économique et politique est un phénomène qui caractérise aussi les pays capitalistes d'Occident ; seulement elle n'y est pas encore totale...* »

Ainsi donc, le marxisme avait abouti à donner au capitalisme parvenu dans sa phase ultime, l'appareil bureaucratique qui lui convenait. C'est que la suppression de l'appropriation privée des moyens de production ne suffisait pas à supprimer les aliénations. La dialectique dominateurs-dominés demeurait avec le système léniniste, à ceci près que les dominateurs étaient les hommes de l'appareil. La césure ne se situait donc plus entre les capitalistes et les prolétaires, mais entre les gestionnaires et ceux qui, à tous les niveaux de la machine économique, se trouvaient à leurs ordres, entre les exécutants et les dirigeants.

Le stade de la critique morale devant les crimes et les palinodies du despote sanglant du Kremlin se trouvait largement dépassé. On découvrait qu'entre Staline et Lénine, il n'y avait pas d'opposition, mais une parfaite continuité. Et par-delà Lénine, c'est le marxisme lui-même qui allait se trouver en question dans la mesure où Marx avait été l'initiateur de ce triomphe de la bureaucratie. Engels lui-même, dans certains textes, avait avoué un goût pour la technocratie avant la lettre. Par-delà Staline, le dogme était donc bien remis en cause. Mais certains courants philosophiques précurseurs du gauchisme rendaient plus radicale encore cette contestation.

(A suivre.)

Gérard LECLERC.

(1) Edgar Morin « Journal de Californie », *le Seuil*.

(2) Edgar Morin « Autocritique », *le Seuil*.

(3) Richard Gombin « Les origines du gauchisme », Coll. Politique, *le Seuil*.

Communistes : Entre l'électoratisme et le stalinisme

M. Pompidou désirait que le pays ne tombât pas trop vite dans l'électoratisme. Il n'a pas été entendu. En rendant public son programme de gouvernement, le Parti communiste fait d'une pierre trois coups. Il lance son lourd appareil de propagande dans la campagne électorale, crée un précédent spectaculaire dans l'histoire du mouvement communiste, et se situe lui-même à l'intérieur de la société.

PROGRAMME DE GOUVERNEMENT OU CATALOGUE DU GRAND BON MARCHÉ ?

A mi-chemin entre Thorez et Poujade, le programme se présente comme un vaste catalogue, destiné, semble-t-il à satisfaire tout le monde. Ainsi promet-on le métro à Lyon et à Marseille, la promotion de la femme, des nationalisations limitées, le service militaire de six mois, la suppression de la Cour de Sécurité de l'Etat et la garantie des libertés individuelles avec interdiction des « organisations fascistes ». Le texte ne précise pas ce qu'il faut entendre par « fascistes ».

Dans ce catalogue, la démagogie tient une place de choix. On salue au passage les petites et moyennes entreprises « utiles à la satisfaction des besoins de la population et au développement de l'appareil de production ». On prévoit des mesures au profit des petits et moyens paysans. Le collectivisme du P.C. s'efface devant un sous-poujadisme de veillée d'armes électorale.

Pour couronner le tout, vient un couplet sur la nécessaire décentralisation et la suppression des tutelles administratives et une tirade vengeresse contre la pollution.

Ce programme va être diffusé à des centaines de milliers d'exemplaires selon les techniques de marketing chères à M. René Piquet, directeur à la propagande. Il peut connaître un certain succès dans l'immédiat et renforcer même le P.C. sur le plan électoral, il est douteux qu'il le mène au pouvoir car il masque mal les contradictions et les incohérences de la stratégie du Parti.

LE P.C., UN PARTI COMME LES AUTRES ?

Le style donné au programme montre que les communistes entendent jouer la carte de l'ordre et de la légalité. Le militant communiste ne veut plus être un hors la loi mais un gestionnaire qui rêve d'« establishment ». L'homme au couteau entre les dents a fait place à un M. Marchais, assoiffé de respectabilité, qui dénonce avec gravité notre « société sans âme » (pas mal pour un matérialiste !), et déplore l'extension de la délinquance juvénile, l'ampleur prise par la littérature pornographique et le développement préoccupant de la drogue.

Et de fait, on pourrait concevoir un P.C. devenu totalement réformiste, qui jouerait le

rôle de « parti du mouvement » dans l'Etat bureau-technocratique, fédérerait autour de lui la gauche et attirerait ceux qui sont écœurés par l'immobilisme de l'U.D.R. Un socialisme bureaucratique avec façade parlementaire, voire petit fumet d'autogestion, pourrait ainsi s'installer en douceur.

Encore faudrait-il pour que ce jeu soit crédible, un minimum d'habileté et d'agilité intellectuelles à la direction du P.C. français. Malheureusement pour le parti d'Aragon, le politbureau qui le dirige reste toujours égal à lui-même depuis trente ans. Il demeure composé, en majorité, de primaires à l'esprit étroit comme Fajon, Guyot ou Plissonnier, résidus de la vieille garde thorezienne, de jeunes loups élevés dans le sérail et prisonniers des schémas d'avant-guerre comme Marchais ou Piquet. Ses éléments, les plus brillants, style Leroy, sont utilisés mais tenus malgré tout en lisière.

Ceci explique pourquoi il a été incapable de réaliser, contrairement au P.C. italien, un démarquage vis-à-vis de l'Union soviétique : Togliatti avait compris que la « patrie du socialisme » est assez grande pour se défendre toute seule maintenant, et que les partis frères pouvaient se payer le luxe de la désavouer quand cela servirait leurs intérêts. Dans cette optique, le P.C. italien a condamné sans réserve l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie et admis la pluralité des partis dans une démocratie socialiste. Il en recueille petit à petit les fruits : la majorité du Parti socialiste italien est décidée à collaborer avec lui et tout un courant de la démocratie chrétienne lui est favorable. Le P.C. français, malgré quelques velléités, ne s'est pas engagé dans cette voie : sa « réprobation » devant l'invasion de la Tchécoslovaquie a été de courte durée et les pirouettes de M. Marchais, sur le problème du pluralisme politique, ne font illusion à personne.

La gauche non communiste, notamment, se méfie du Parti. Elle veut bien passer un accord électoral avec lui pour profiter de ses voix, mais non se lier par un programme de gouvernement précis.

D'ailleurs le P.C. se voit concurrencé dans le style « parti moderne de gouvernement » par le Parti socialiste, tout aussi électoraliste que lui, mais qui, sortant d'une longue sclérose, a compris que pour se situer dans le jeu du système comme alternative à l'U.D.R. il fallait donner l'image de marque d'une organisation désireuse de rajeunir et rénover la société française. Les grâces florentines de Mitterrand, l'arrivée de Chevènement au secrétariat chargé du programme, l'entrée du cadétiste Descamps comme animateur de la commission nationale des entreprises, permettront au Parti socialiste de faire davantage illusion aux ingénieurs-techniciens-cadres que les affirmations contradictoires du programme P.C. préconisant, par exemple, à la fois le développement d'un complexe industriel de pointe à Marseille à partir de la pétrochimie et de la sidérurgie

sur l'eau et l'arrêt de la régression des mines de charbon et de fer du Nord et de l'Est, pourtant technologiquement condamnées !

LE P.C., UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE ?

Incapable de jouer le jeu électoral avec efficacité, le P.C., dans la mesure où il s'y engage cependant, perd toute crédibilité aux yeux de ceux qui contestent l'ensemble de la société de consommation. Il est vrai que de ce côté-là il n'a guère le choix. Le marxisme-léninisme, comme l'explique Gérard Leclerc dans ce numéro, peut être considéré comme l'expression suprême du mouvement de concentration capitaliste. Longtemps, la rigidité de son dogme, ses explications faciles, schématiques et simplistes de la crise de la société libérale ont fait croire à l'intelligentsia française qu'il était l'antidote du capitalisme. La faillite éclatante du système soviétique, son impuissance à mettre fin aux « aliénations », ont été mises en évidence depuis quelques années, d'abord par des groupes restreints d'intellectuels, puis par le courant libertaire issu de mai 1968.

Désormais, le P.C. a perdu aux yeux des plus actifs, de ceux qui s'insurgent contre la société de consommation, son caractère quasi-charismatique de parti de la Révolution. Sans doute peut-il profiter de l'activisme brouillon des groupuscules extrémistes pour récupérer provisoirement une partie de leur clientèle, il n'en reste pas moins que le charme est rompu.

Trop réformiste dans ce qu'il a de révolutionnaire, trop stalinien dans ce qu'il a de réformiste, le P.C. est condamné à l'impuissance. En exploitant, à la petite semaine, ses catégories sociales en se bardant de tricolore pour satisfaire le patriotisme foncier de la classe ouvrière, il peut se maintenir sur sa lancée pendant de longues années encore. Il est néanmoins condamné à terme au déclin.

Tout un public, gelé par lui, redeviendra alors disponible et risque d'osciller entre la tentation libertaire ou le ralliement aux leaders gestionnaires bourgeois, de Giscard à Mitterrand, en passant par Edgar Faure. A moins que nous ne sachions jouer notre carte à ce moment et montrer à l'électeur communiste assoiffé d'ordre et de libération qu'il n'y a pas d'ordre sans « révolution redemptrice » destinée à détruire la démocratie qui conduit à sa caricature bureaucratique (léniniste ou non, peu importe). Et qu'il n'y a pas de liquidation des aliénations sans redécouverte de tout un ordre politique dont les lois, dégagées par la tradition gréco-latine et chrétienne, appliquées avec bonheur à notre pays par les rois de France, demeurent les conditions de la renaissance d'une nation communautaire apte à maîtriser les problèmes de la société post industrielle.

Patrice PLAIN

Les films de la semaine

Robert Enrico s'est montré fidèle à lui-même en demandant à Lino Ventura de tenir le rôle principal de son dernier film, *Boulevard du Rhum*. Malheureusement il n'a pas su cette fois retrouver l'ambiance sympathique qui caractérisait ses premières réalisations. Le mauvais climat du plateau est inscrit en filigrane ; il est important, en effet, que dans le tournage d'un film qui retrace des équipées plutôt joyeuses, il existe une certaine complicité entre les acteurs. Par contre la structure de *Boulevard du Rhum* rappelle étrangement celle des *Aventuriers*, ce qui n'était certainement pas la meilleure chose à y prendre : une première partie, sous forme de tableaux successifs, manquant un peu de lien mais vive et enlevée, brisée par une rupture de rythme qui engendre rapidement des longueurs, des inégalités de ton et des séquences inutiles. Tout cela équivaut-il à dire que *Boulevard du Rhum* est un mauvais film ? Pas réellement parce que les clins d'œil au public ne sont pas désagréables, parce que sans nul doute on se divertit. Brigitte Bardot est à l'aise dans son rôle de star 1925 et Lino Ventura conduit l'ensemble avec son habituelle spontanéité, seule éclaircie d'une semaine particulièrement déplaisante.

L'épidémie d'« engagement » continue à se propager chez les réalisateurs, avec une régularité qui confine à la moutonnerie, et une maladresse proche de la mauvaise foi. Dans *la Veuve Couderc*, tirée du roman de

Georges Simenon, Pierre Granier-Deferre et Pascal Jardin transforment un meurtrier échappé du bagne en héros au cœur tendre. En face de cette « pauvre victime de la Société », des paysans sordides, lecteurs de *L'Action française*, qui iront dénoncer à la police leur gentil petit voisin. On dirait presque une réédition du *Journal d'une femme de chambre*. Malheureusement pour nos deux cinéastes, leurs souvenirs ou leurs sources de renseignements sont légèrement erronés. Mettre dans un même panier les Croix de Feu, la République, la Police et l'Action française, voilà qui me semble bien audacieux. Selon les historiens, tous ces gens-là ne s'entendaient pas à merveille. Un certain 6 février de l'année 1934, les forces de l'ordre d'une République très contestée — voir affaire Stavisky — n'hésitèrent pas à tirer sur quelques milliers de personnes parmi lesquelles on pouvait reconnaître des membres de l'Action française, des Croix de Feu et des militants communistes. Étonnant ! Mais voici venu le moment de « ressortir » mes lignes sur Louis Malle qui s'appliquent aussi bien à Pierre Granier-Deferre ou à José Giovanni et de dire : cela prouverait-il que l'on peut avoir à la fois un talent de réalisateur et un sens politique faussé ? N'en déplaise à certain directeur de journal. Car il est bien dommage de voir se fourvoyer l'auteur de *Dernier domicile connu* dans un nouveau « Z ». A force de trop vouloir prouver,

on ne prouve rien, et on lasse son public. Où est passé Tom ne dépasse pas le niveau de l'imagerie d'Épinal. José Giovanni nous livre pêle-mêle un végétarien idéaliste, un professeur de tir sous les traits d'Alexandra Stewart, des bourgeois suisses qui veulent se donner bonne conscience, une excitée politique, un directeur de prison tortionnaire et des prisonniers politiques désabusés, tous réunis sous le signe de la liberté. Vision apocalyptique et peu convaincante. Quant à Rufus, dans le rôle du végétarien suisse, c'est un bien curieux personnage, bon acteur mais ayant du mal à cacher ses propres réactions. Somme toute on ne sort pas du conformisme politique. Il est difficile de se montrer original.

BENITO CERENO, de Serge Roulet avec Ruy Guerra.

Adaptation de la nouvelle d'Herman Melville, ce petit long métrage se révèle vite, malgré la beauté du paysage, très ennuyeux. À éviter si l'on n'a pas envie de voir un bateau se balancer pendant une heure et quart.

LA CAVALE, de Michel Mirani, avec Juliet Berto, Jean-Claude Bouillon, Judith Magre, Henri Garcin et Olga Georges-Picot.

Une chronique minutieuse de la vie de prison tirée du roman d'Albertine Sarrazin. Un peu monotone malgré l'excellente interprétation de Juliet Berto.

Dominique PAOLI.

RÉUNIONS ET CONFÉRENCES

PARIS - XV°,

5 novembre :

Bertrand Renouvin : « La Nouvelle Action Française - Tradition et Progrès ».

NANTES

26 octobre 1971 :

Bertrand Renouvin : « L'Action Française, tradition et progrès ».

ROUEN,

16 novembre 1971 :

Conférence : « La Nouvelle Action Française - Tradition et Progrès », G.-P. Wagner et Francis Bertin, salle de la Halle-aux-Toiles.

TOURS,

16 novembre :

Yves Lembignen et Gérard Leclerc, salle Balzac : « La mo-

narchie, condition du progrès national ».

CADRES ET RESPONSABLES DE LA N.A.F.

Réunion nationale trimestrielle le dimanche 31 octobre à 15 heures, 12, rue du Renard, Paris (4°), sous la présidence de M^e G.-P. Wagner, président du Comité directeur.

Nous demandons aux cadres et responsables de province de faire un effort tout particulier pour participer à cette réunion.

RÉGION PARISIENNE

ÉTUDIANTS : tous les jours de 15 heures à 19 heures, 17, rue des Petits-Champs, 75 - Paris (1^{er}).
U.N.L.A.C. (Lycéens) : jeudis de 16 heures à 18 h 30, même adresse.

RUEIL - NANTERRE - SURESNES

Mercredi de 20 h 30 à 21 h 30, 8, rue des Godardes, Rueil.

Institut de recherches

Le Comité directeur de l'Action Française vient de décider la création d'un *Institut de Recherches*. Son premier objectif est de mettre sur pied un certain nombre de groupes d'études. Ils auront pour tâche de procéder aux analyses et de formuler les propositions qui sont indispensables au développement de notre propagande.

D'ores et déjà, nous pouvons annoncer la création :

- d'un groupe d'études sur les problèmes de la justice ;
- du Cercle Vergennes, consacré aux questions de politique étrangère.

Un groupe d'études sur la vie locale (décentralisation, environnement, urbanisme), vient de se constituer dans le cadre de notre Institut. Nous demandons aux personnes intéressées par l'étude de ces problèmes de bien vouloir nous le signaler.

Prière d'adresser toute correspondance à : « Institut de Recherches de la N.A.F. », 17, rue des Petits-Champs, Paris (1^{er}).

Pour saluer le C.R.U. :

Ne faites plus de politique, faites-la

par Pierre DEBRAY

Les organisateurs du Congrès royaliste universitaire m'ont demandé de tirer les leçons de vos travaux. Pouvais-je refuser ? Il me semble, en effet, que notre assemblée, pour autant qu'elle soit conduite avec sérieux et rigueur peut être le point de départ de la contre-révolution culturelle.

D'une certaine manière les gauchistes et plus particulièrement ceux d'entre eux qui se réclament du christianisme nous ont rendu un immense service. Ils nous ont contraints à faire notre *aggiornamento*, à mettre au jour les richesses que nous avions reçues en héritage, mais que nous avions quelque peu laissées tomber dans l'oubli.

Certes, nous répétons que l'homme est un « animal politique ». Nous faisons du « politique d'abord » la règle de notre action. Dans la pratique, néanmoins, tout se passait comme si le politique se réduisait, pour nous, à l'institutionnel, ce qui nous conduisait au plan de la propagande à cette conséquence désastreuse que nous donnions à la solution monarchique l'apparence d'un mythe eschatologique. Que d'articles, que de discours, où nous lénoncions l'incurie du personnel républicain, qui se terminaient, rituellement, par un petit couplet sentimental du genre : « ramenons le roi et tout s'arrangera ». A la longue, l'appel au prince devenait l'alibi de notre paresse intellectuelle.

Nous aussi nous « faisons de la politique », c'est-à-dire que nous vendions des journaux à la criée, que nous organisions des réunions, que nous nous battions, à l'occasion, et qu'ensuite nous rentrions chez nous, satisfait d'avoir rempli nos devoirs de militants. Il nous arrivait d'aventure, d'évoquer le mot de Maurras : « on entre en politique comme on entre en religion ». Nous n'en tirions pas la conséquence. Les « gauchistes » se sont révélés, par un amer paradoxe, de meilleurs « maurrassiens » que nous, en redécouvrant que la politique est de l'ordre de l'Être, non du Faire.

Assurément Pierre Boutang, qui avait médité Heidegger, avait mis en lumière la dimension ontologique du politique, saisi comme saisi, comme préoc-

cupation, comme l'occupation qui pré-existe à toute occupation, comme l'acte qui fonde toute action. Il ne fut compris que de quelques-uns, dont je crois avoir été, même s'il m'apparut nécessaire — et cela n'alla pas sans déchirement — de me séparer de l'homme qui m'avait conduit à l'A.F. Il me fallut, cependant, le terrible choc moral que fut l'effondrement de l'O.A.S. pour commencer à comprendre concrètement que le politique informait le tout de l'homme par la médiation de l'institutionnel sans doute, mais aussi et surtout du « culturel », d'où la dette que Maurras n'a cessé de rembourser à Barrès. Sans Barrès, qui avait transformé la sensibilité des élites françaises, il est vraisemblable, en effet, que Maurras n'aurait pu diriger leurs volontés. Il est d'ailleurs remarquable que les plus durs combats que menèrent les camelots du Roi avant la première guerre mondiale (« la bataille de Fustel », « la bataille pour Jeanne d'Arc ») furent livrés dans l'espace culturel qu'avait cerné le Maurras de « l'Avenir de l'Intelligence ».

Le temps n'est pas venu de dire pourquoi et comment les tentatives de création d'un centre culturel contre-révolutionnaire puis d'une revue de perspectives furent sabotées. Je fus accusé, en ces temps-là, de répudier le « politique d'abord » parce que je cherchais à monter des ciné-clubs ou que j'organisais des colloques d'urbanistes. Le résultat ? Nous avons laissé les marxistes coloniser les maisons de la culture et de la jeunesse, sans même tenter de les leur disputer. Ce qui est sans doute plus grave, nous leur avons permis de modeler la sensibilité française en imposant un urbanisme technocratique, ne paraissant même pas nous douter que de jeunes architectes, qui découvriraient l'œuvre du grand contre-révolutionnaire américain Lewis Mumford, étaient disposés à réagir mais qu'ils ne trouvaient personne pour les grouper et les organiser. Il est vrai que l'Ecole d'Action française, oublieuse de l'enseignement de Maurras, ne savait plus que *tout est politique* : la façon de faire des films, aussi bien que la façon de faire l'amour, aussi bien que la façon de faire des maisons, aussi bien que la façon de prier Dieu. C'était bien la peine que

Maurras ait donné l'exemple, en tirant une politique d'une esthétique.

La manière dont de jeunes militants, instruits par l'expérience du mai de 1968, préparent le Congrès royaliste universitaire, me remplit donc d'espérance. Certes, bien du temps a été perdu, par la faute de dirigeants fossilisés. Mais les idées justes possèdent leur dynamisme propre. Il suffit de les vivre dans une âme et dans un corps pour les rendre irrésistibles.

Soyez-en capables et vous reconstituerez en vous d'abord, dans la cité ensuite, cet ordre dont Maurras disait qu'il est « la conformité d'un être à tous les éléments de sa destinée ».

Pierre DEBRAY.

P.-S. — Ma participation au C.R.U. n'implique nullement — et cela aussi doit être dit — l'abandon du choix que j'ai fait de me tenir à l'écart des divers groupes qui se réclament de l'A.F., afin de pouvoir aider, le jour venu, au retour à l'unité.

C. R. U.

HORAIRE

Vendredi 29 octobre :

Réunion de travail des quatre commissions mentionnées précédemment (A.F.U. n° 167).

Elles se réuniront rue d'Assas, de 9 heures à 17 heures.

Samedi 30 octobre :

Séance plénière au Centre Dauphine, sauf contre-ordre de dernière heure.

Transports. — Pour profiter des billets « Congrès » délivrés par la S.N.C.F., envoyer dès maintenant au S.N.U. les noms et adresses des personnes intéressées pour pouvoir établir leur fiche. Réduction : 20 %.

Logement. — Envoyer rapidement la liste des étudiants à héberger afin de nous permettre de prendre les dispositions nécessaires.